

HP : les syndicats craignent des licenciements secs

Après ce débrayage inattendu, il semble que les syndicats et les comités d'entreprises sont de retour à la table des négociations.

Ainsi, comme le souligne le quotidien *La Tribune*, la CFE et la CGC se sont réunies hier pour faire le point sur l'avancée des débats. Et selon les propos de Didier Pasquini, délégué général de la CFE-CGC, les consultations pourraient reprendre au mois de février. Rappelons qu'au terme d'un long bras de fer, la direction de HP France a révisé son plan de suppressions d'emplois. En effet, dans un premier temps, ce dernier devait entraîner la suppression de 1.240 emplois pour finalement être revu à la baisse. La réflexion que doit mener le groupe de travail pour la ré-industrialisation du groupe va donc reprendre en février, une nouvelle très bien accueillie par les syndicats qui veulent que l'on donne une seconde chance aux travailleurs français d'HP. A l'heure actuelle, « *c'est malgré tout 886 postes qui vont passer à la trappe dont 395 pour la partie commerciale* » comme l'indique le quotidien économique, et « *491 pour le secteur industriel.* » Il faut également souligner, que la direction du groupe qui avait soulevé la colère de la CGT en demandant la révision des 35 heures - une solution qualifiée « *d'intolérable marchandage* » par le syndicat - a décidé de revoir sa position et de l'assouplir. Ainsi les non-cadres vont continuer à bénéficier des 35 heures et 600 cadres moyens passeront du forfait jour au 35 heures. Le reste des salariés du groupe, soit 3.300 personnes, va se maintenir au forfait jour amputé de 8 jours. Malgré cette accalmie, pour le patron de la CFE CGT, interrogé dans les colonnes du quotidien, il y a tout de même à terme un risque de fermeture du site d'Isle-d'Abeau et aussi sur des licenciements secs. Pourquoi une telle menace ? Simplement parce que la direction du groupe mise sur les départs en préretraite et les départs volontaires pour réaliser dans son intégralité son plan de suppressions de postes. Mais les syndicalistes sont moins optimistes, et ils estiment que ces départs ne suffiront pas.